

La situation des personnes homosexuelles, transidentitaires ou transgenres peine à évoluer positivement selon les Français

Les Français sont partagés quand on les interroge sur la manière dont la société accepte les personnes homosexuelles, transidentitaires ou transgenres : 41 % pensent qu'elles ne sont ni mieux ni moins bien acceptées qu'il y a trois ans et 13 % pensent qu'elles sont même moins bien acceptées qu'avant, contre 39 % qui estiment que leur situation s'est améliorée.

Le constat est moins positif en ce qui concerne le monde du travail (43 % pensent que la situation n'a pas changé) et surtout le monde du sport (47 %) et l'école (46 %). Sur ces deux derniers sujets, moins d'un Français sur trois constate une amélioration.

Près de deux tiers des Français déclarent avoir déjà entendu des propos homophobes ou transphobes

65 % des Français déclarent avoir déjà entendu des propos homophobes ou transphobes : pour 51 %, cela s'est même produit plusieurs fois. 31 % des Français ont également déjà vu une personne homosexuelle ou transsexuelle se faire insulter. Les témoins d'agressions dues à l'orientation sexuelle sont plus rares, mais existent tout de même à un niveau préoccupant : 12 % affirment avoir déjà assisté à ce type de situation.

L'usage du terme « Pd » est par ailleurs très largement répandu : 78 % des Français l'ont déjà entendu, et pour la grande majorité, pas qu'une seule fois (68 %), signe d'une certaine banalisation d'un terme que certains peinent à percevoir comme une insulte.

Dans ce contexte, la majorité des Français pense que l'État doit renforcer son action contre l'homophobie et la transphobie

Près d'un Français sur deux considère que l'Etat ne s'implique pas suffisamment dans ce domaine, comme en 2019 (49 %). Seuls 37 % pensent que l'action des pouvoirs publics est suffisante (+ 4). Élément significatif à noter : la part de Français jugeant que l'Etat ne s'implique pas assez dans la lutte contre l'homophobie et la transphobie chez les jeunes est encore un peu plus importante (56 %).

Dans des proportions similaires à 2019, pour une grande majorité de Français (77 % ; + 1), l'action de l'Etat doit notamment se transcrire par un soutien à la mise en place de dispositifs d'accueil spécifiques pour les jeunes rejetés par leurs parents en raison de leur homosexualité ou transidentité ; mais également par une plus grande sévérité face aux propos homophobes ou transphobes (73 % ; - 3) et par une présence en milieu scolaire (71 % ; - 3). Cette dernière permettrait, en particulier, de sensibiliser les enfants dès leur plus jeune âge, élément important pour près des trois quarts des personnes interrogées (73 %).

La notoriété du Refuge reste stable par rapport à l'an passé mais la connaissance précise de ses missions progresse

Comme en 2019, près d'un Français sur deux déclare connaître la Fondation (46 % ; + 1). Point positif pour celle-ci : la proportion de personnes connaissant *précisément* ses missions est en nette hausse (24 % ; + 9 pts par rapport à l'année précédente). Si la notoriété globale du Refuge n'augmente pas beaucoup au global, elle apparaît donc comme étant beaucoup plus « qualitative » : au-delà de son nom, son action est désormais mieux connue des Français.

L'image de la Fondation se consolide

85 % des personnes qui déclarent bien connaître la Fondation et ses missions ont une image positive du Refuge (soit 3 points de plus qu'en 2019) ; près de la moitié d'entre elles déclarent même en avoir une très bonne image (38 %), une proportion en nette hausse depuis l'an dernier (+ 6).

Des résultats qui témoignent d'une consolidation de la bonne image de la Fondation auprès des personnes qui la connaissent.

Méthodologie

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par Internet du 23 au 24 septembre 2020. Echantillon de 1 001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée grâce à la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, Csp du chef de famille et de la personne interrogée, après stratification par région et catégorie d'agglomération.